



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (613) 997-9776

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Health Services Project Division (XF)/Division des projets  
de services de santé (XF)

Terrasses de la Chaudière 5th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Gatineau

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Services de soins infirmiers Services de soins infirmiers pour les communautés éloignées et isolées des PN	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 5A090-213802/B	<b>Date</b> 2022-02-09
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 5A090-213802	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$XF-005-40550
<b>File No. - N° de dossier</b> 005xf.5A090-213802	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2022-02-28</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Chapple, Jeremy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 005xf
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 354-5628 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>    <b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>   <b>Signature</b>   <b>Date</b>	

## AVIS À L'INDUSTRIE

Le présent avis a été publié à la suite de la demande de renseignements n° 5A090-213802/A (qui s'est terminée le 24 septembre 2021) et des rencontres de suivi qui ont eu lieu en novembre 2021. Il se veut une façon transparente de répondre aux questions des répondants, lorsque de nouveaux renseignements fournis par le Canada pourraient être d'intérêt pour d'autres organisations de l'industrie.

Le présent avis met fin au processus de consultation pour la demande 5A090-213802/A. Toute autre question concernant le besoin de Services aux Autochtones Canada (SAC) pour des services infirmiers pour les Premières Nations éloignées, isolées et semi-isolées sera traitée par les voies officielles décrites dans toute demande de soumissions future relative à ce besoin.

Il ne s'agit que d'un avis; aucune demande de soumissions ne s'y rapporte.

## QUESTIONS ET RÉPONSES

Veuillez noter que les réponses ci-dessous concernent le besoin de SAC pour des services infirmiers pour les Premières Nations éloignées, isolées et semi-isolées et la stratégie d'approvisionnement publiée dans la demande de renseignements n° 5A090-213802/A. La stratégie d'approvisionnement et la portée définitive du besoin de SAC peuvent être modifiées à la seule discrétion du Canada. Par conséquent, les réponses ci-dessous peuvent ne pas s'appliquer à toute demande de propositions définitive publiée pour ce besoin.

### Question n° 1 :

Nous demandons qu'un calendrier approximatif pour la publication de la demande de propositions soit fourni à l'avance afin que nous puissions planifier adéquatement la charge de travail supplémentaire.

### Réponse n° 1 :

Le tableau ci-dessous présente les documents potentiellement associés au processus d'approvisionnement et les délais estimatifs pour chacun d'eux (des modifications sont toutefois possibles) :

Document de demande de soumissions	Délai prévu
Publication d'une demande de renseignements contenant un projet de demande de propositions afin de recueillir les commentaires et réactions de l'industrie  <i>Note : Le Canada peut, à sa seule discrétion, décider de ne pas procéder à cette étape.</i>	Printemps 2022
Publication d'une demande de propositions concurrentielle	Fin de l'été ou automne 2022

### Question n° 2 :

Le taux de facturation sera-t-il déterminé par un processus concurrentiel ou les prix des contrats seront-ils fixés?

### Réponse n° 2 :

Le taux devrait être déterminé par un processus d'appel d'offres équitable, ouvert et concurrentiel.

**Question n° 3 :**

Si le reclassement à la fin de chaque année contractuelle fait qu'un entrepreneur principal est reclassé comme entrepreneur secondaire (ou vice versa), comment SAC permettra-t-il d'ajuster le taux de facturation? Les entreprises personnalisent leur soumission en fonction des particularités de chaque contrat. Par exemple, un entrepreneur peut avoir une stratégie de tarification différente lorsqu'il soumissionne pour un contrat principal et lorsqu'il soumissionne pour un contrat secondaire. Si la situation change en cours de contrat, la stratégie de tarification devra être modifiée en conséquence, et il faudra s'assurer qu'aucun entrepreneur ne bénéficie d'un avantage injuste par rapport aux autres.

**Réponse n° 3 :**

À en juger par les deux modèles détaillés dans la demande de renseignements 5A090-213802/A, il semble que les soumissionnaires proposent un taux unique pour la prestation de services infirmiers contractuels dans chaque catégorie (c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de dispositions dans les clauses du contrat subséquent pour l'ajustement des taux des entrepreneurs en raison de leur rang ou de leur reclassement).

**Question n° 4 :**

Les deux niveaux seront-ils soumis aux mêmes normes (c'est-à-dire aux mêmes critères obligatoires [y compris l'exigence du programme de formation du personnel infirmier contractuel], aux mêmes délais et normes de service, aux mêmes exigences en matière de dépenses pour le volet de participation autochtone, aux mêmes frais de déplacement facturables, etc.)?

**Réponse n° 4 :**

Pour les deux modèles détaillés dans la demande de renseignements 5A090-213802/A, il est prévu que les soumissionnaires soient tenus de respecter les mêmes normes d'exigences de formation et de qualifications du personnel infirmier contractuel. L'approche appliquée au volet de participation autochtone et la base de paiement entre les deux niveaux doivent encore être déterminées.

**Question n° 5 :**

- A. Tous les frais de déplacement seront-ils facturables, ou y aura-t-il des lieux centraux?
- B. Prévoyez-vous que les lieux centraux seront les mêmes que ceux utilisés actuellement par SAC?  
Est-il possible d'ajouter des lieux centraux?

**Réponse n° 5 :**

- A. La base de paiement n'a pas encore été déterminée. Toutefois, le Canada prévoit actuellement continuer d'utiliser des lieux centraux.
- B. Le Canada évalue actuellement tous les éléments du besoin dans le but de déterminer quel serait le modèle le plus approprié et le plus efficace pour répondre aux besoins opérationnels de SAC.  
L'examen comprend une évaluation des lieux centraux.

**Question n° 6 :**

En ce qui concerne l'invitation de groupe pour autorisations de tâches, y aura-t-il une grille de notation utilisée pour attribuer une note à chaque membre du personnel infirmier soumis à l'invitation? Quel sera le contenu de cette grille dans l'affirmative?

L'envoi d'une autorisation de tâches sera-t-elle plutôt uniquement basée sur le classement général de chaque entrepreneur? Comment le classement général de l'entrepreneur sera-t-il déterminé?

**Réponse n° 6 :**

À l'heure actuelle, il est prévu que l'attribution d'une autorisation de tâches sera déterminée par le classement général de l'entrepreneur et qu'il n'y aura pas de grille de notation pour évaluer et noter chaque membre du personnel infirmier proposé dans le contrat. Il est prévu que le classement initial des

entrepreneurs sera déterminé par les notes obtenues par chaque entrepreneur dans le cadre de la demande de propositions.

**Question n° 7 :**

Le Canada a déclaré qu'il n'est pas prévu qu'il y ait une limite à la sous-traitance dans le processus de demande de propositions (ou dans les clauses de tout contrat subséquent) et que les entrepreneurs soient libres de sous-traiter à des entreprises de leur chaîne d'approvisionnement pour la prestation des services (en particulier aux entreprises autochtones). Comment SAC entend-il promouvoir la sous-traitance auprès des entreprises autochtones?

**Réponse n° 7 :**

SAC encourage la sous-traitance aux entreprises autochtones en fournissant à celles qui sont répertoriées dans l'annuaire des entreprises autochtones les appels d'offres qui sont publiés, en particulier ceux qui comprennent un volet de participation autochtone. Les entrepreneurs sont responsables d'entrer en contact avec les communautés et les entreprises autochtones par leurs propres moyens. Lorsque des appels d'offres sont lancés, la Direction du développement des entreprises de SAC s'adresse également aux membres de communautés si des questions sont soulevées afin d'apporter des réponses.

**Question n° 8 :**

Lorsque SAC publiera une demande de propositions pour ce processus d'approvisionnement, faudra-t-il que les soumissionnaires aient déjà trouvé leur réseau de sous-traitance?

**Réponse n° 8 :**

Non, ce n'est pas l'intention actuelle du Canada.

**Question n° 9 :**

SAC exigera-t-il que les sous-traitants soient préapprouvés avant de fournir des services? Dans l'affirmative, les exigences relatives aux sous-traitants seront-elles indiquées dans la demande de propositions?

**Réponse n° 9 :**

Ce n'est pas l'intention actuelle du Canada. Cependant, le processus d'approvisionnement en est actuellement au stade de consultation et aucun des éléments n'en est à sa version définitive. Par conséquent, tout peut être encore modifié.

**Question n° 10 :**

Le calendrier prévu pour le processus d'approvisionnement prévoit la publication d'une deuxième demande de renseignements au printemps. Afin de se préparer à la deuxième demande de renseignements, quelles sont les questions qui seront posées dans la deuxième demande de renseignements par rapport à celle qui vient d'être publiée (5A090-213802/A)?

**Réponse n° 10 :**

La demande de renseignements 5A090-213802/A contenait des questions générales sur la stratégie d'approvisionnement, le besoin de SAC et les objectifs socio-économiques du Canada. La deuxième demande de renseignements, si elle voit le jour, devrait contenir un projet de demande de propositions afin d'obtenir des commentaires écrits de l'industrie avant de mettre la dernière main au document en tant que tel.

**Question n° 11 :**

Pour les critères d'évaluation qui font partie de toute future demande de propositions, SAC envisagera-t-il d'inclure les innovations technologiques dans l'évaluation, par exemple, lorsque le soumissionnaire dispose d'une technologie, ou propose une technologie, pour améliorer l'efficacité de la prestation des soins?

**Réponse n° 11 :**

SAC analysera la portée complète de son besoin et déterminera si d'éventuelles exigences techniques doivent être incluses dans sa portée. Dans le cas où les exigences technologiques font partie de la portée des travaux, la demande de propositions pourrait éventuellement inclure des exigences techniques dans les critères d'évaluation. Cependant, il est trop tôt pour prendre une décision à cet effet à l'heure actuelle.

**Question n° 12 :**

Combien SAC emploie-t-il d'infirmiers et infirmières actuellement?

**Réponse n° 12 :**

Environ 400 infirmiers et infirmières à temps plein et à temps partiel sont employés par SAC et travaillent dans les postes de soins infirmiers. La majorité de ces ressources travaillent à temps partiel.

**Question n° 13 :**

Qui sont les principaux entrepreneurs actuels?

**Réponse n° 13 :**

Les services infirmiers sont actuellement fournis par Venture Healthcare inc., Canadian Health Care Agency ltée et Multi Options Nursing inc., en tant qu'entrepreneurs principaux, à la suite du processus de demande de propositions concurrentiel HT426-172611/C.

**Question n° 14 :**

Les postes de soins infirmiers sont-ils détenus et gérés par chacune des communautés?

**Réponse n° 14 :**

L'immeuble du poste de soins infirmiers appartient à la bande et au conseil, mais SAC (la DGSPNI) est présent dans les communautés sur invitation pour gérer la prestation des services de santé. SAC est responsable de la dotation en personnel, de l'établissement des horaires et du fonctionnement des postes. La bande et le conseil n'ont pas de participation directe, mais ils donnent leur avis sur les services fournis à leur communauté. Les bureaux régionaux de SAC sont en relation directe avec les communautés. L'équipe de coordination de soulagement des infirmières n'a pas de contact direct avec les communautés; nous mettons en œuvre le contrat en collaboration avec les bureaux régionaux de SAC.

**Question n° 15 :**

Les données volumétriques à l'annexe 1 reflètent-elles le nombre total de besoins de SAC auxquels les entrepreneurs et leur personnel infirmier contractuel doivent satisfaire? Ces volumes intègrent-ils plutôt également des besoins auxquels le personnel infirmier de SAC a déjà satisfait?

**Réponse n° 15 :**

Les données volumétriques figurant à l'annexe 1 comprennent uniquement les besoins de SAC auxquels doivent satisfaire les entrepreneurs et leur personnel infirmier contractuel. Elles n'englobent pas les heures travaillées par le personnel infirmier de SAC.

**Question n° 16 :**

Le Canada a annoncé qu'il mettrait en œuvre une obligation pour les ministères et organismes fédéraux de veiller à ce qu'un minimum de 5 % de la valeur totale de tous les contrats soit attribué à des entreprises autochtones.

Comment un entrepreneur détenu majoritairement par des Autochtones sera-t-il privilégié dans le cadre de ce processus?

**Réponse n° 16 :**

Actuellement, pour être considérés comme des marchés publics fédéraux avec les Autochtones, les marchés publics doivent se conformer à la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) (marchés réservés, exigences en matière de sous-traitance, etc.) et aux obligations en matière d'approvisionnement dans les zones visées par des traités modernes et des accords sur l'autonomie gouvernementale.

Un entrepreneur détenu majoritairement par des Autochtones devra satisfaire aux exigences de certification de la SAEA ou être reconnu comme étant dans une zone visée par un traité moderne et un accord sur l'autonomie gouvernementale pour que les contrats qui lui sont attribués soient comptabilisés dans l'objectif de 5 %.

Les exigences de reddition de compte pour l'objectif minimum de 5 % sont encore en cours d'élaboration et devraient être publiées au début de 2022. Ces exigences fourniront de plus amples renseignements sur la manière dont les organisations fédérales peuvent être comptabilisées dans cet objectif (sous-traitance, emploi, etc.).

Pour plus d'informations, veuillez consulter le document *Présentation aux entreprises sur les marchés publics avec les Autochtones*, à l'annexe 2 du présent avis.

**Question n° 17 :**

SAC prévoit-il d'ajouter d'autres catégories de soins de santé à la portée de la demande de propositions (ambulanciers, par exemple)?

**Réponse n° 17 :**

SAC procède actuellement à un examen complet de la portée du besoin par rapport à ses besoins opérationnels. À l'heure actuelle, il est prévu que la demande de propositions se limite uniquement aux catégories de services infirmiers. Il est prévu que les besoins pour des catégories de services complémentaires (tels que les services paramédicaux), s'ils sont requis par SAC, seront obtenus par un processus d'approvisionnement distinct.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
5A090-213802/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
5A090-213802

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
005xf. 5A090-213802

Buyer ID - ID de l'acheteur  
005xf  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **ENTREPRISES AUTOCHTONES ET APPROVISIONNEMENT FÉDÉRAL**

Saviez-vous que pour être admissible aux marchés du gouvernement fédéral qui sont restreints sur le plan de la concurrence aux entreprises autochtones, comme un marché réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA), une entreprise doit satisfaire à certains critères d'admissibilité?

Pour plus d'informations, consultez la page Entreprises autochtones et approvisionnement fédéral du site Web de SAC à <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100032802/1610723869356>.

## Annexe 1

### Données volumétriques

Les données volumétriques suivantes ont été communiquées aux répondants de la demande de renseignements afin de donner un aperçu du volume de services infirmiers récemment demandés par SAC à ses entrepreneurs. Elles indiquent le volume de personnel infirmier contractuel approximatif dont SAC a eu besoin sur une période de 24 mois, d'août 2019 à juillet 2021.

**Nombre total de jours civils de travail par du personnel infirmier devant être comblés par du personnel infirmier contractuel, par région :**

		Nombre total approximatif de jours civils demandés	Estimation du nombre moyen de jours civils demandés par mois
Région	Lieu		
Alberta	FOX LAKE	1 756	73
	GARDEN RIVER	960	40
	HAY LAKES	781	33
	JOHN D'OR	606	25
<b>Total pour l'Alberta</b>		<b>4 103</b>	<b>171</b>
Manitoba	(vide)	23	1
	BLOODVEIN	1 859	77
	BROCHET	1 732	72
	CROSS LAKE	8 595	358
	GARDEN HILL	5 854	244
	GOD'S LAKE NARROWS	2 743	114
	GOD'S RIVER	2 576	107
	LAC BROCHET	2 309	96
	LITTLE GRAND RAPIDS	3 623	151
	NELSON HOUSE	3 212	134
	OXFORD HOUSE	4 366	182
	PAUINGASSI	1 967	82
	POPLAR RIVER	2 057	86
	PUKATAWAGAN	4 500	188
	RED SUCKER LAKE	2 271	95
	SHAMATTAWA	5 093	212
	SOUTH INDIAN LAKE	2 548	106
	SPLIT LAKE	3 354	140
	ST. THERESA POINT	6 242	260
	TADOULE LAKE	1 757	73
	WASAGAMACK	4 507	188



	YORK LANDING	1 085	45
<b>Total pour le Manitoba</b>		<b>72 273</b>	<b>3 011</b>
Ontario	(vide)	116	5
	ATTAWAPISKAT	30	1
	BEARSKIN LAKE	2 168	90
	BIG TROUT LAKE	4 142	173
	CAT LAKE	2 532	106
	DEER LAKE	20	1
	FORT HOPE	4 516	188
	FORT SEVERN	1 549	65
	GRASSY NARROWS	287	12
	GULL BAY	471	20
	KASABONIKA	2 225	93
	KASHECHEWAN	9 436	393
	KEEWAYWIN	1 352	56
	LAC SEUL	30	1
	LANSDOWNE HOUSE	1 843	77
	MUSKRAT DAM	852	36
	NEW OSNABURGH	3 969	165
	NORTH SPIRIT LAKE	2 132	89
	OGOKI (MARTIN FALLS)	2 590	108
	PEAWANUCK (WEENUSK)	1 867	78
	PIKANGIKUM	7 297	304
	POPLAR HILL	1 643	68
	ROUND LAKE (NORTH CARIBOU LAKE)	3 893	162
	SACHIGO LAKE	2 123	88
	SANDY LAKE	8 337	347
	SUMMER BEAVER (NIBINAMIK)	2 160	90
	WEBEQUIE	1 867	78
	WHITEDOG (WABASEEMONG)	891	37
<b>Total pour l'Ontario</b>		<b>70 338</b>	<b>2 931</b>
Québec	EKUANITSHIT	171	7
	LAC RAPIDE (BARRIER LAKE)	1 596	67
	MATIMEKUSH-LAC JOHN	172	7
	UNAMEN SHIPU	75	3
	WEMOTACI	220	9
	WINNEWAY (LONG	1 870	78

Solicitation No. - N° de l'invitation  
5A090-213802/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
5A090-213802

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
005xf. 5A090-213802

Buyer ID - ID de l'acheteur  
005xf  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	POINT FIRST NATION)		
Total pour le Québec		4 104	171
Total général		150 818	6 284

Solicitation No. - N° de l'invitation  
5A090-213802/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
5A090-213802

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
005xf. 5A090-213802

Buyer ID - ID de l'acheteur  
005xf  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **Annexe 2**

### **Approvisionnement auprès des entreprises autochtones Présentation aux entreprises**

# Approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Présentation aux entreprises

2021



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada



Canada

# Aperçu

- Rôle de Services aux Autochtones Canada
- Milieu des affaires autochtones au Canada
- Aperçu de la politique fédérale d’approvisionnement auprès des entreprises autochtones
- Mécanismes de la politique
- Conditions d’admissibilité
- Répertoire des entreprises autochtones
- Ressources supplémentaires



# Rôle de Services aux Autochtones Canada

## Fonction d'approche

- Assurer la coordination, les services d'approche et la sensibilisation de la communauté des acheteurs fédéraux et de la communauté des affaires autochtones au sujet de la SAEA et des obligations en matière d'approvisionnement au Nunavut
- En collaboration avec SPAC et les partenaires autochtones, s'employer à reconnaître, à atténuer et à lever les obstacles à l'approvisionnement fédéral

## Gestion des inscriptions

Inscrire et valider les entreprises autochtones dans le répertoire et assurer une fonction d'audit

## Consultation continue

- En collaboration avec SPAC et les partenaires autochtones, s'employer à reconnaître, à atténuer et à lever les obstacles à l'approvisionnement fédéral
- Mener des activités de mobilisation et de consultation significatives auprès des partenaires autochtones et de la communauté de l'approvisionnement fédéral afin de guider l'établissement d'une stratégie d'approvisionnement autochtone transformative à plus long terme

## Conseils et orientations

- Diriger la conception de mesures et de directives sur la SAEA
- Agir comme point de contact pour la formulation d'avis et l'interprétation sur la SAEA et les obligations liées aux traités modernes

## Planification et rapports

- Coordonner les plans d'approvisionnement ministériels à l'appui des activités de surveillance et de déclaration (y compris A24 et CLCA.net)
- Regrouper les résultats ministériels au regard de la cible de 5 % et les publier dans des rapports annuels



# Le contexte des entreprises autochtones évolue

## Capacité des entreprises

**19 000**

entreprises situées dans les collectivités autochtones;

Générant un peu plus de

**10 milliards de dollars de recettes**  
totales



Le Conseil canadien pour le commerce autochtone estime qu'il y a plus de

**50 000**

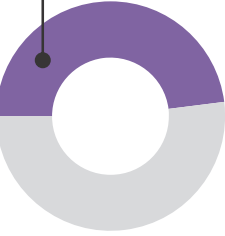
entreprises appartenant à des Autochtones au Canada.

En général, les entreprises qui appartiennent à des Autochtones ont tendance à être assez petites. Trois quarts d'entre elles ne sont pas constituées en personne morale, et plus de **six sur dix** n'ont aucun employé.

## Éducation

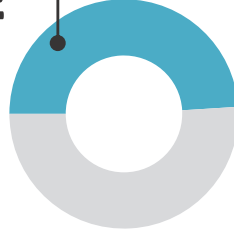
**48 %**

Pourcentage d'Autochtones ayant obtenu un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires



De 2006 à 2016, la population autochtone a augmenté de

**43 %**



sont âgés de 25 à 64 ans et ont un âge médian de

**29 ans**

**27,7 milliards de dollars**

**annuellement**

Hausse potentielle du PIB amenée par des possibilités économiques accrues pour les peuples autochtones (croissance de 1,5 % pour l'économie canadienne).

**32 milliards de dollars**

Revenu total combiné des ménages, des entreprises et des secteurs gouvernementaux autochtones



# L'approvisionnement est un puissant catalyseur pour le développement d'entreprise



Initiatives de développement économique des Autochtones (notamment l'approvisionnement fédéral)



Création d'entreprises, croissance des entreprises, emploi, réconciliation économique



Résultats socioéconomiques positifs et plus grande autonomie

## L'engagement de 5 % du premier ministre

Donner davantage l'occasion aux entreprises autochtones de réussir et de croître en fixant une nouvelle cible de sorte qu'au moins **5%** des contrats du gouvernement fédéral soient attribués à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.

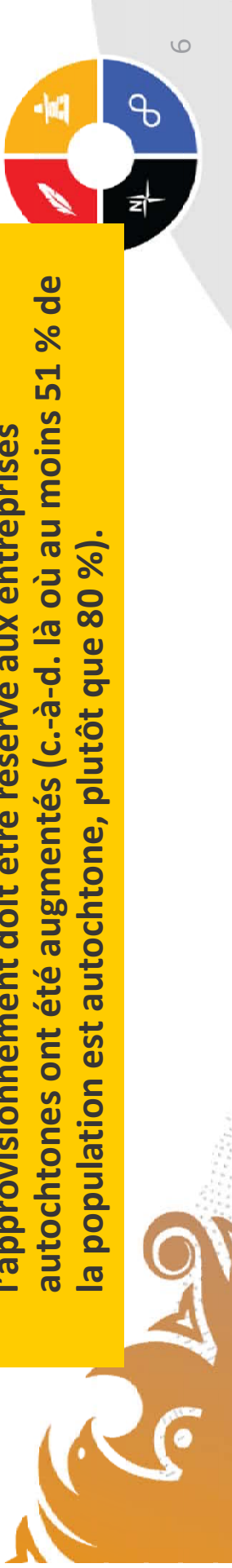




# Changements entrés en vigueur en 2021

Après une vaste consultation, une modernisation du processus fédéral d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones a été amorcée, afin que ces entreprises soient mieux en mesure de solliciter et de remporter des marchés gouvernementaux, partout au Canada, de participer plus pleinement à l'économie canadienne et de générer de la richesse dans les collectivités autochtones et pour les propriétaires d'entreprises autochtones. Les changements suivants sont entrés en vigueur le 6 août 2021 :

- ✓ **Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) : le titre en anglais, *Procurement Strategy for Aboriginal Business (PSAB)*, est devenu *Procurement Strategy for Indigenous Business (PSIB)*.**
- ✓ **La définition d'une entreprise autochtone a été simplifiée pour en retirer l'exigence d'embaucher un employé à plein temps.**
- ✓ **La taille et le nombre de zones géographiques où l'approvisionnement doit être réservé aux entreprises autochtones ont été augmentés (c.-à-d. là où au moins 51 % de la population est autochtone, plutôt que 80 %).**



# Qu'est-ce que la politique fédérale d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones?

- Le secteur des entreprises dirigé par les Autochtones est devenu un levier clé pour générer des profits dans les collectivités autochtones et aider à combler les écarts socioéconomiques grâce à la génération de recettes autonomes et à la participation des Autochtones à la population active.
- La **Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA)**, a joué un rôle déterminant pour encourager les entreprises autochtones à conclure des marchés avec le gouvernement fédéral.
- La SAEA tire parti des besoins actuels du gouvernement... en matière d'approvisionnement pour créer des possibilités de générer des profits dans les collectivités autochtones et combler les écarts socioéconomiques en augmentant la participation des Autochtones aux processus d'approvisionnement.





# Ce que vous devez savoir : Marchés réservés

- La Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) est une politique fédérale qui réserve ou met de côté certains marchés pour les appels d'offres concurrentiels réservés aux entreprises autochtones qualifiées, là où la capacité existe.
- La valeur des marchés réservés n'a pas de seuil et ces marchés sont exemptés des accords commerciaux internationaux.
- Nécessite seulement deux soumissionnaires pour que le processus soit considéré comme concurrentiel.
- Selon la complexité de l'exigence, le marché peut être affiché dans les 15 jours civils suivants.
- Il existe trois types distincts de marchés réservés :
  - Obligatoires
  - Volontaires
  - Conditionnels





## Ce que vous devez savoir : Marchés réservés

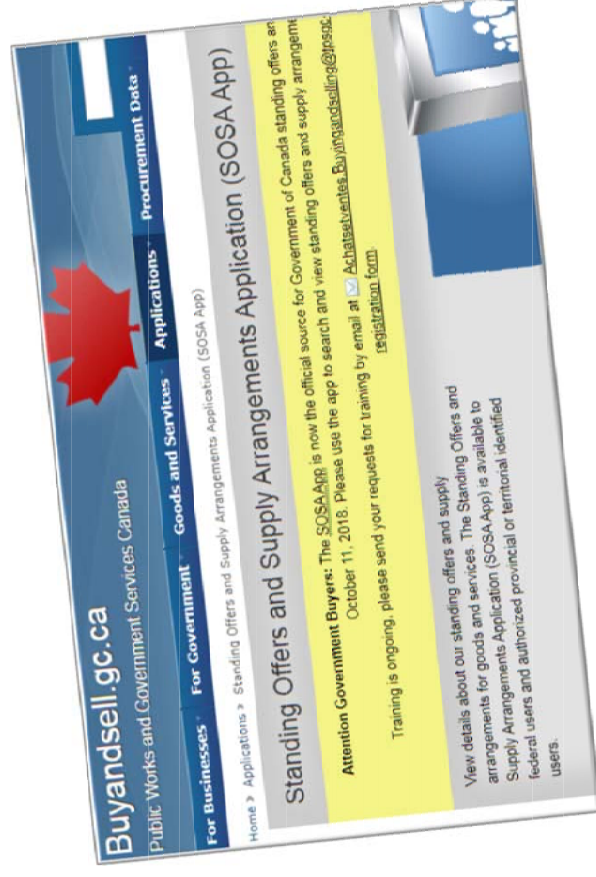
- Un **marché réservé obligatoire** est utilisé dans le cas des approvisionnements destinés à une région, à une collectivité ou à un groupe au sein duquel les Autochtones représentent au moins 80 % de la population et lorsque la population autochtone sera la bénéficiaire du bien, du service ou de la construction.
- Également appelés « marchés réservés facultatifs », les **marchés volontaires** peuvent être utilisés si la capacité autochtone existe et s'il est possible d'assurer le respect des exigences opérationnelles, le meilleur rapport qualité-prix, la prudence, la probité et la saine gestion des marchés.
- Lorsqu'il est impossible de déterminer la capacité des entreprises autochtones, on peut recourir à un **marché réservé conditionnel**. Cela signifie qu'un approvisionnement est ouvert aux entreprises autochtones et non autochtones. Toutefois, si au moins deux entreprises autochtones présentent une soumission, le marché sera alors réservé en vertu de la SAEA.





# Ce que vous devez savoir : Offres à commandes et arrangements en matière d'approvisionnement

- De nombreux mécanismes d'approvisionnement existants ont un volet « ouvert » et un volet « réservé ».
- Une exemption aux instruments d'approvisionnement obligatoires peut être accordée lorsque :
  - le besoin est assujéti aux obligations contractuelles en vertu des traités modernes, et lorsqu'il n'existe aucun arrangement obligatoire en matière d'offre à commandes ou d'approvisionnement qui tienne compte des obligations contractuelles des traités modernes applicables;
  - le besoin sera réservé conformément à la SAEA, et lorsqu'il n'existe aucun instrument d'achat obligatoire destiné aux marchés réservés dans le cadre de la SAEA.

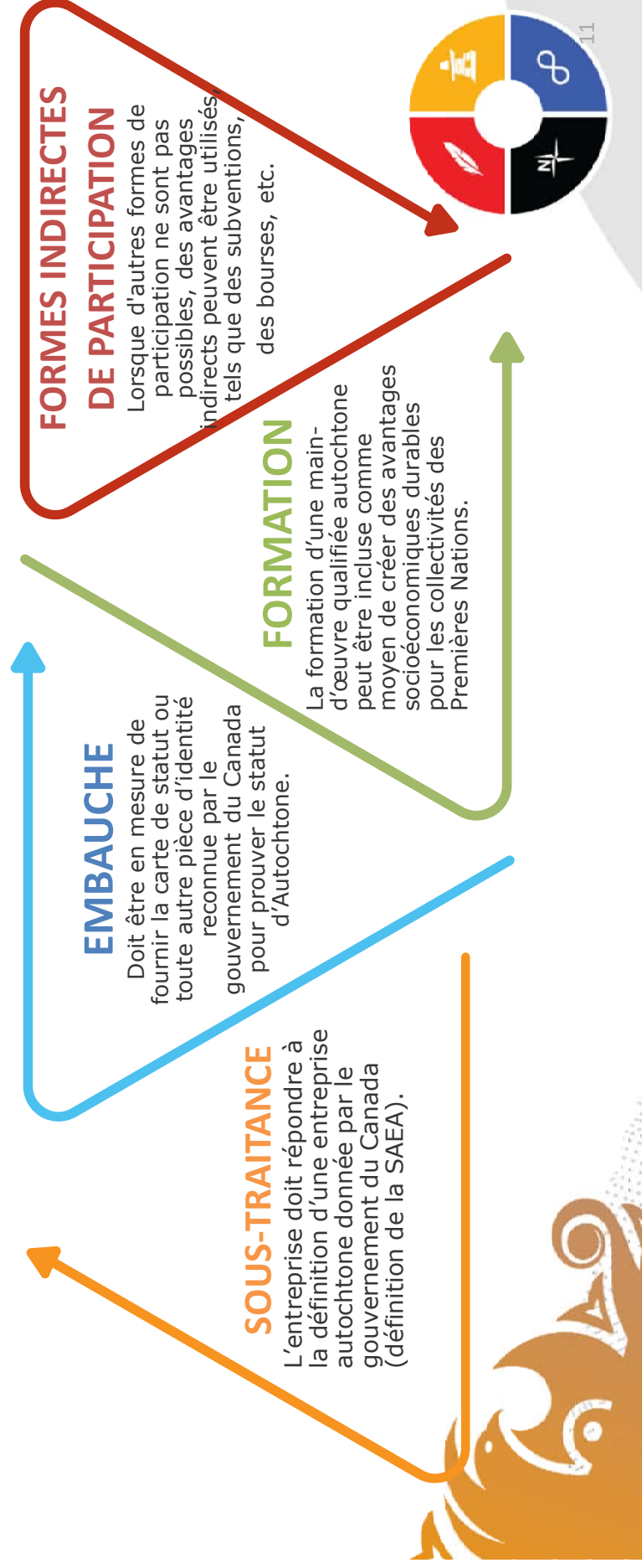


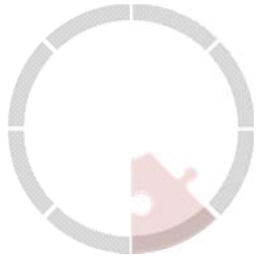




# Ce que vous devez savoir : Sous-traitance et autres possibilités

- La sous-traitance et d'autres formes de participation peuvent être intégrées dans un appel d'offres réservé ou ouvert.
- C'est une partie de la valeur d'un contrat qui est réservée à la participation autochtone
- Flexible et peut être adapté à un approvisionnement particulier
- Les entrepreneurs principaux sont tenus de soumettre des preuves (c.-à-d. talons de paie, pièces d'identité, reçus, etc.) pour s'assurer qu'ils répondent aux exigences





Ce que vous devez savoir:

## Contrats réguliers

- Les « contrats réguliers » font référence à un approvisionnement qui n'a pas été réservé aux entreprises autochtones
- Si l'entreprise autochtone auto-déclarée obtient le contrat et figure dans le répertoire fédéral des entreprises autochtones, le contrat peut être inclus dans les rapports sur l'approvisionnement autochtone du ministère.
- Les organisations fédérales sont tenues d'établir des objectifs d'approvisionnement auprès des Autochtones sur plusieurs années. Les contrats réguliers sont un moyen de saisir les approvisionnements autochtones se produisant en dehors des marchés réservés.



# Votre entreprise est-elle admissible?

## Intérêts et contrôle

Une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens, une entreprise individuelle, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes, une organisation sans but lucratif dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 % aux mains des Autochtones.

Une coentreprise que les entreprises autochtones détiennent au moins 51 % des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

**Plus d'informations  
sur les critères  
d'éligibilité [ici](#)**

## Teneure

Dans les cas où des entreprises autochtones sont impliquées dans un contrat avec des entreprises non autochtones ou des entrepreneurs individuels, 33 % de la valeur monétaire totale des travaux pour lesquels le contrat est conclu doivent être exécutés par l'entreprise ou les entreprises autochtones.

Par exemple, lorsque des contrats ont été attribués dans le cadre du SAEA et que l'entreprise autochtone est impliquée dans des partenariats, des coentreprises ou des relations de sous-traitance avec des entités non autochtones, pas plus des 2/3 de la valeur monétaire totale du travail contracté peut être effectué. par les entreprises ou entrepreneurs non autochtones.





Ce que vous devez faire :

## Vous inscrire au Répertoire des entreprises autochtones

### **RAPIDE ET FACILE**

Il vous faudra environ 15 minutes pour vous inscrire. Une fois l'inscription terminée, SAC peut examiner et confirmer l'inscription dans les 48 heures.

### **VISIBILITÉ ACCRUE**

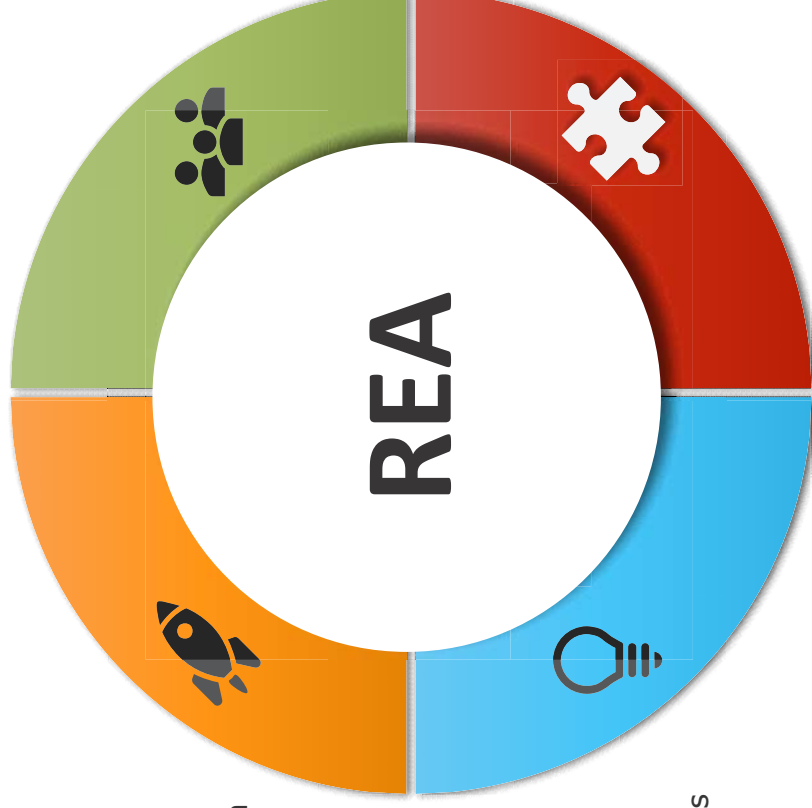
Le REA est un outil de recherche offert aux entreprises du secteur privé, aux administrations municipales et provinciales et à la communauté de l'approvisionnement fédéral, qui permet de trouver des fournisseurs autochtones qualifiés dans divers secteurs.

### **CRÉATION DE PARTENARIATS**

Vous pouvez utiliser le REA pour trouver des occasions de former des partenariats et des coentreprises avec d'autres entreprises autochtones, ainsi que pour trouver des sous-traitants potentiels.

### **SE TENIR INFORMÉ**

Les entreprises inscrites au Répertoire sont informées par SAC des possibilités de réseautage locales à venir et d'autres nouvelles du gouvernement fédéral sur l'approvisionnement autochtone.



Pour qu'un marché lui soit réservé, votre entreprise doit être inscrite dans le Répertoire des entreprises autochtones.

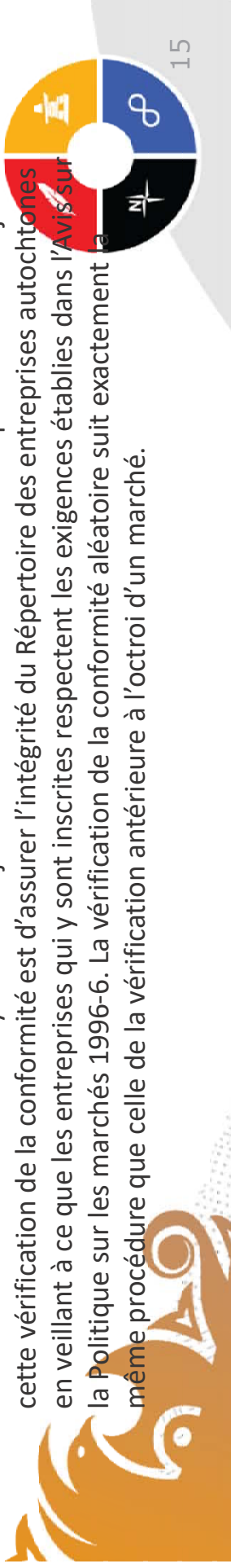
# Comment SAC confirme-t-il votre légitimité?

Afin de s'assurer que les marchés et les avantages connexes sont réellement offerts aux Autochtones, SAC effectue trois types de vérification : vérification antérieure à l'octroi du marché, vérification postérieure à l'octroi du marché et vérification aléatoire.

**Vérification antérieure à l'octroi d'un marché :** Une vérification antérieure est obligatoire pour les marchés réservés de la SAEA d'une valeur égale ou supérieure à 2 millions de dollars. Les marchés de moins de 2 millions de dollars peuvent toutefois faire l'objet d'une vérification antérieure lorsque le ministère requérant, l'autorité contractante ou SAC le juge nécessaire. Enfin, une vérification antérieure peut également être menée de façon aléatoire.

**Vérification postérieure à l'octroi d'un marché :** La vérification postérieure a pour but d'assurer que l'entrepreneur répond aux critères de la SAEA pendant toute la durée du marché. La vérification postérieure sert à déterminer si l'entreprise autochtone répond aux critères de propriété, de contrôle et d'emploi ainsi qu'au critère de teneur autochtone. La vérification peut être aléatoire ou demandée par une autorité contractante. Elle assure également l'intégrité du Répertoire des entreprises autochtones.

**Vérification aléatoire :** Une vérification de la conformité peut être effectuée de façon aléatoire. Elle n'est liée à aucun marché ayant fait l'objet d'une vérification antérieure ou postérieure. L'objet de cette vérification de la conformité est d'assurer l'intégrité du Répertoire des entreprises autochtones en veillant à ce que les entreprises qui y sont inscrites respectent les exigences établies dans l'Avis sur la Politique sur les marchés 1996-6. La vérification de la conformité aléatoire suit exactement la même procédure que celle de la vérification antérieure à l'octroi d'un marché.



Ce que vous devez faire :

# Comprendre les exigences de sécurité

Le Programme de sécurité des contrats de SPAC offre des webinaires gratuits en français ou en anglais aux organisations du secteur privé qui présentent des soumissions ou exécutent de tels marchés en vue d'obtenir des marchés du gouvernement fédéral assortis d'exigences de sécurité. Chaque webinaire est présenté en direct par des spécialistes en la matière. Vous aurez également la possibilité de poser des questions.

## À la fin de ce webinaire de 60 minutes, vous comprendrez mieux :



Pour en savoir plus : <https://www.tpsgc-pwgc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>

1-866-368-4646, ou [ssi-iss@tpsgc-pwgc.gc.ca](mailto:ssi-iss@tpsgc-pwgc.gc.ca)

Ce que vous devez faire :

## Rechercher les occasions d'affaires

[Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca)  
[AchatsCanada.Canada.ca](http://AchatsCanada.Canada.ca)  
[Merx.com](http://Merx.com)

- Utilisez [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) pour rechercher et soumissionner sur les opportunités qui ont été mises de côté dans le cadre du SAEA
- [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) est la source faisant autorité pour l'information sur les marchés
- [AchatsCanada.Canada.ca](http://AchatsCanada.Canada.ca) remplacera progressivement [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca). Pendant la transition, vous pourrez peut-être soumissionner sur certains appels d'offres via la solution d'approvisionnement électronique sur l'outil Web SAP Ariba accessible sur [CanadaBuys](http://CanadaBuys).
- Certaines sociétés d'État, comme Construction de Défense Canada, utilisent [Merx.com](http://Merx.com) pour afficher leurs exigences

Si vous avez besoin d'aide pour naviguer sur le site, contactez le  
Bureau des petites et moyennes entreprises des services publics et des  
achats

**1-800-811-1148 | [bpmedclient@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:bpmedclient@tpsgc-pwgsc.gc.ca)**



# Atteindre un objectif de 5 %

- ✓ Une cible pangouvernementale obligatoire et progressive d'au moins 5 % de la valeur totale du contrat attribué aux entreprises autochtones, permettant aux ministères d'intégrer en fonction de la capacité, avec des exceptions limitées, le cas échéant.
- ✓ Travailler à une plus grande participation des entreprises autochtones aux marchés publics fédéraux pour :
  - Permettre aux entreprises autochtones de s'engager davantage dans la reprise économique post-COVID.
  - Accroître les occasions pour les entreprises autochtones de concourir pour des contrats d'approvisionnement fédéraux.
  - Élargir les domaines d'appels d'offres limités parmi les entreprises autochtones locales afin d'offrir plus de possibilités d'approvisionnement fédéral.
  - Donner aux ministères et organismes la possibilité d'envisager et de mettre en œuvre l'approvisionnement autochtone dans leurs plans d'approvisionnement.
  - Tirer parti de la divulgation proactive via le portail Open Gov. pour plus de transparence.
  - Mettre en œuvre des rapports publics supplémentaires sur la performance cible de 5 % pour assurer la responsabilisation.





# Autres changements à l'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

## ANCIENNE POLITIQUE

**Objectif obligatoire progressif d'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones**

Auparavant, les organismes fédéraux devaient fixer des objectifs en matière d'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones, mais il n'y avait pas de seuil minimum.

**Établissement d'un cadre redditionnel**

À l'heure actuelle, les organismes fédéraux rendent compte tous les trimestres de chaque marché attribué à des entreprises inscrites au Répertoire des entreprises autochtones sur le portail du gouvernement ouvert pour les marchés de plus de 10 000 dollars.

**Formation obligatoire**

Auparavant, la formation était offerte sur demande.

**Approches régionales et locales**

Auparavant, un approvisionnement pouvait être localisé au titre de la SAEA au moyen de critères cotés.

## NOUVELLE POLITIQUE

Selon la nouvelle politique, un objectif obligatoire d'octroi d'au moins 5 % de la valeur des marchés fédéraux à des entreprises autochtones doit être atteint progressivement, sur une période de trois ans, par tous les ministères et organismes fédéraux. La valeur comprendra tous les marchés octroyés par chaque ministère et organisme fédéral, à quelques exceptions près.

Le processus actuel de production de rapports sera modifié pour que les organismes fédéraux rendent compte de la définition élargie de l'entreprise autochtone, y compris les entreprises qui se trouvent dans des zones de traités modernes et d'ententes sur l'autonomie gouvernementale. Le Portail du gouvernement ouvert sera mis à jour pour permettre aux organismes fédéraux de publier ces données pour les marchés de plus de 10 000 dollars. Des directives seront produites sur la reddition de comptes au regard de la cible de 5 %.

Une formation obligatoire pour la communauté fédérale de l'approvisionnement, en préparation, portera sur la mise en œuvre des obligations en matière d'approvisionnement liées aux traités modernes et aux ententes sur l'autonomie gouvernementale. Une démarche de sensibilisation aux cultures autochtones, aussi à l'étude, pourrait mener à des stratégies d'approvisionnement plus souples et culturellement adaptées.

Une nouvelle approche, en préparation, limitera la SAEA à des zones régionales et locales.



# Modernisation de l'approvisionnement autochtone : prochaines étapes

Au cours des prochaines années, le gouvernement du Canada, sous la direction de SAC et en partenariat avec SPAC et le SCT, poursuivra ses efforts de mobilisation et de consultation, qui guideront l'établissement d'une stratégie d'approvisionnement autochtone transformatrice à plus long terme.

## TÂCHES À ACCOMPLIR

- Définir les domaines dans lesquels les entreprises autochtones souhaitent accroître leur capacité de fournir des biens et des services aux organismes fédéraux.
- Développer le concept d'un service de guide-expert pour les entreprises autochtones et les organismes fédéraux.
- Concevoir un mécanisme indépendant, hors du gouvernement, permettant d'inventorier et d'agréer des entreprises autochtones aux fins de l'approvisionnement fédéral.
- Continuer d'améliorer les aspects de mise en œuvre en matière d'approvisionnement dans les zones visées par les traités modernes

## RÉSULTATS ATTENDUS

- Dans le cadre du plan « Rebâtir en mieux » conçu par le Canada au lendemain de la pandémie de COVID-19, la modernisation des politiques et des processus actuels favorisera l'inclusion des entreprises autochtones dans la chaîne d'approvisionnement fédérale.
- Poursuivre la démarche de transfert des responsabilités du mandat de SAC aux organisations autochtones.
- Développer les entreprises autochtones et accroître leur autonomie.
- Créer et multiplier des possibilités d'emploi et de formation pour les peuples autochtones.



# Outil de recherche d'aide aux entreprises

## Ce que c'est

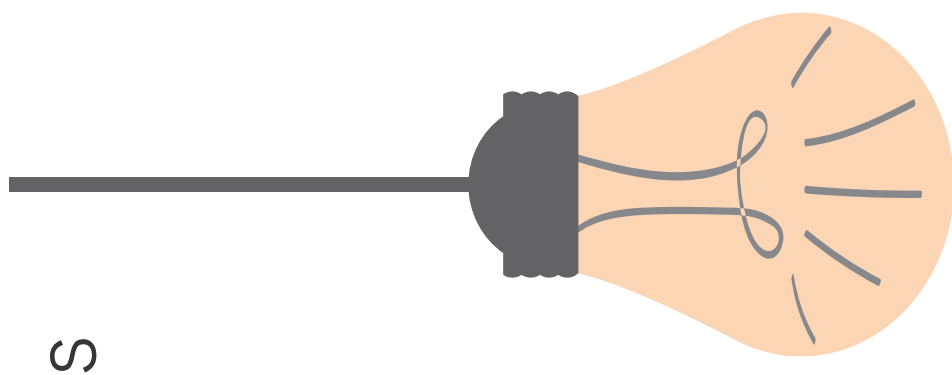
- L' Outil de recherche d'aide aux entreprises est une plate-forme interactive qui aide les entrepreneurs et les chefs d'entreprise à trouver rapidement et facilement les bons programmes et services pour aider leurs entreprises à démarrer, croître, évoluer et atteindre de nouveaux marchés.
- Dans un premier temps, l'Outil de recherche d'aide aux entreprises est accessible aux entrepreneurs à tout moment.

## Comment ça fonctionne

- Assemble des centaines de programmes et services fédéraux, provinciaux et territoriaux en un seul endroit; et
- Utilise des informations sur une entreprise et ses objectifs pour créer et fournir une liste personnalisée des bons supports, le tout en moins de 2 minutes.



[innovation.ised-isde.canada.ca](http://innovation.ised-isde.canada.ca)





# Possibilités de financement des collectivités

## Programme de préparation des collectivités aux possibilités économiques (PPCPE)

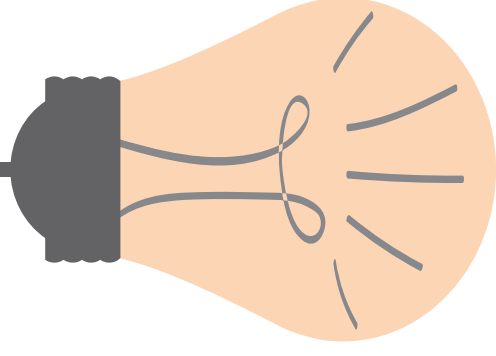
Le PPCPE offre aux collectivités des Premières Nations et des Inuits un financement axé sur les projets pour une gamme d'activités appuyant la recherche de possibilités économiques pour les collectivités. Quand les collectivités des Premières Nations et des Inuits, ou les organismes qui les représentent, cernent des possibilités, mais n'ont pas les ressources financières pour les mener à terme, le PPCPE leur permettra de soumettre des propositions pour demander des fonds additionnels. Pour en savoir plus : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033417/1100100033418>

## Programme des services relatifs aux terres et au développement économique (PSTDE)

Le PSTDE offre du soutien aux collectivités des Premières Nations et des Inuits afin d'aider à stimuler le développement économique, la gestion des terres et la capacité environnementale des collectivités, de favoriser l'instauration des conditions favorables au développement économique et d'accroître leur participation à l'économie. Pour en savoir plus : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033426/1100100033427>

## Initiative sur les partenariats stratégiques (IPS)

L'IPS permet aux partenaires fédéraux de coordonner leurs efforts, de réduire la charge administrative et de mettre en commun leurs ressources pour appuyer les collectivités autochtones. Cette approche comble les lacunes des autres programmes de financement qui pourraient créer un obstacle à la participation des autochtones aux possibilités économiques. Pour en savoir plus : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1330016561558/1330016687171>



Communiquez avec nous

**Approvisionnementautochtones@canada.ca**

**1-800-400-7677**

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le [site Web de SAC](#).



